

s.B.75.64. - BN/ar

Berne, le 17 juillet 1978

"Réfugiés sahraouis"

Informations livrées par les ambassades de Suisse
à Alger, Dakar, Khartoum, Madrid et Rabat

1. Origine des Sahraouis

Deux thèses extrêmes s'opposent en ce qui concerne l'origine des Sahraouis installés au sud de l'Algérie, dans la région de Tindouf, depuis le partage de l'ancien Sahara espagnol entre le Maroc et la Mauritanie:

- A) Il s'agit de populations de l'ancien Sahara espagnol, qui ont fui les brutalités des armées marocaine et mauritanienne et ont cherché refuge en Algérie.
- B) Ces personnes sont originaires de différents pays du Sahara, elles ont été déplacées, parfois de force, et sont retenues contre leur gré en Algérie.

L'ambassade à Alger s'est abstenue de discuter de cette question avec les autorités algériennes et ne prend pas position quant à l'origine des "réfugiés". Elle croit cependant savoir que certains d'entre eux auraient tendance à se plier bon gré mal gré, mais avec une certaine admiration, au régime austère de leurs nouveaux maîtres révolutionnaires.

D'après l'ambassade à Rabat, la presque totalité des observateurs marocains, occidentaux, africains modérés et arabes pensent que les habitants de l'ancien Sahara espagnol qui ont fui leur pays volontairement et qui restent volontairement à Tindouf forment une part infirme des réfugiés de Tindouf (quelques milliers de personnes au total). Certains de leurs compatriotes, quelques milliers également, seraient maintenus en Algérie de force. Mais l'immense majorité des "réfugiés" de Tindouf seraient des Sahariens des pays voisins (Mali, Niger, Algérie notamment) ou des ressortissants non sahariens de ces pays, tous venus, conduits, ou amenés là pour diverses raisons ou prétextes, ou encore de force, et actuellement empêchés de partir.



Les milieux espagnols défendent la même thèse, ainsi que l'indique l'ambassade à Madrid: de nombreux "réfugiés" seraient des nomades venus d'autres pays du Sahara et refoulés du Sahel par la sécheresse. Quant aux Sahraouis, ils seraient probablement arrivés volontairement à Tindouf, à la suite de la propagande du Polisario et de ses récits sur la brutalité qui caractériserait les troupes dans l'ancien Sahara espagnol, mais ils voudraient maintenant retourner dans leur pays.

L'ambassade à Dakar arrive à peu près aux mêmes conclusions. D'après elle, le noyau des réfugiés serait bien composé de nomades provenant de l'ex-Sahara espagnol. Mais certains membres du Polisario, tout comme une partie des réfugiés de Tindouf, doivent venir du Maroc, de Mauritanie et du Mali, soit qu'ils s'opposent au régime en vigueur dans leur pays, soit qu'ils aient été enrôlés de force, soit encore qu'ils aient voulu échapper à la sécheresse.

D'après l'ambassadeur d'Espagne à Khartoum, il n'existe pas de "peuple sahraoui" du sens où l'entend le Polisario. Les Sahraouis sont simplement les habitants du Sahara, quelles que soient la tribu et l'ethnie auxquelles ils appartiennent.

2. Aide humanitaire

D'après l'ambassade à Alger, la situation des "réfugiés" devient de plus en plus misérable. Caritas-Algérie semble être à même d'acheminer à bon port les dons pour les réfugiés de Tindouf. M. Alexandre Hay, président du CICR a été reçu par le président Boumedienne.

L'ambassade à Rabat fait état de 200 à 300 Sahraouis qui auraient été tués dernièrement par le Polisario, alors qu'ils tentaient de regagner le Sahara "redevenu" marocain.

Quant à l'ambassade à Dakar, elle ne voit pas comment une aide humanitaire de la Suisse aux réfugiés pourrait être compatible avec notre politique de neutralité. Dès lors que l'Algérie consacre des sommes importantes à l'équipement du Polisario, elle pourrait également prendre en charge les secours aux réfugiés.

L'ambassade à Madrid indique que l'Espagne a fait un don d'un million de dollars au Haut-Commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés, en faveur des Sahraouis de Tindouf.

3. Observateurs neutres

L'ambassade à Rabat pense qu'il est impossible d'envoyer des observateurs neutres suisses pour enquêter sur la situation

des Sahraouis. Les résultats d'une telle démarche gêneraient trop la propagande algérienne, qui ne se base pas uniquement sur des faits véridiques. Une demande en ce sens de la part de la Suisse n'a donc guère de chance d'être acceptée, si ce n'est dans des conditions qui en réduiraient presque totalement la portée.

Une enquête sérieuse ne peut être menée, selon l'ambassade à Dakar, que par le Haut-Commissariat pour les réfugiés ou le CICR, ou éventuellement par une mission ad hoc de l'ONU. D'après l'ambassade à Khartoum, il y aurait avantage à confier cette tâche au CICR, qui agit discrètement et n'engage pas les autorités.

Copies:

M. Lüthi (DDA)
LC, DD